

## SYRIE

# L'UE condamne l'assassinat du chef de l'opposition kurde Mechaal Tamo

**L'Union européenne a condamné hier «avec la plus grande fermeté» l'assassinat vendredi en Syrie du dirigeant de l'opposition kurde, Mechaal Tamo, et le passage à tabac de l'opposant et ancien député Riad Seif, se disant inquiète face à la répression dans le pays.**

«La mort de M. Tamo fait suite à plusieurs assassinats ciblés dans les jours précédents, qui sont tout à fait inacceptables. Ces crimes renforcent les inquiétudes de l'Union européenne quant à la situation en Syrie», affirme la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, dans un communiqué. «Tous les responsables et complices de ces crimes devront être tenus responsables», poursuit M<sup>me</sup> Ashton qui «condamne la brutale répression ainsi que tous les actes favorisant les conflits interethniques et interconfessionnels» en Syrie. La chef de la diplomatie européenne a, une nouvelle fois, appelé à un arrêt des violences «afin de laisser place à une transition pacifique et démocratique répondant aux demandes légitimes du peuple syrien».

Mechaal Tamo, 53 ans, membre du Conseil national syrien (CNS), principale coalition de l'opposition, a été assassiné vendredi

par des inconnus à bord d'un véhicule alors qu'il se trouvait devant le domicile d'un ami à Qamichli, selon des militants. Fondateur du Courant du Futur, un parti kurde libéral, il avait récemment été libéré après trois ans et demi de prison. Il avait rejeté une proposition de dialogue présentée aux partis kurdes par les autorités.

Hier, les forces de sécurité syriennes ont tiré sur l'immense foule participant à ses obsèques, faisant au moins deux morts et plusieurs blessés.

Ces violences surviennent alors que l'UE s'apprête à sanctionner une banque commerciale syrienne, mesure qui devrait entrer en vigueur vers la fin de la semaine prochaine, avaient précisé jeudi des diplomates européens à l'AFP.

Il s'agit, selon des diplomates, de la Commercial Bank of Syria, déjà sanctionnée en août par les Etats-Unis pour son financement présumé de la production de mis-



Photo : DR

siles syriens et d'armes non conventionnelles. L'UE a déjà décrété au fil des mois dernier un embargo sur les fournitures d'armes, un embargo sur les livraisons de pétrole, ainsi qu'une interdiction de tous nouveaux investis-

sements dans le secteur pétrolier ainsi que la fourniture au pays de pièces et billets de banques.

Plusieurs membres du régime, dont Bachar Al-Assad lui-même, sont par ailleurs interdits de visa dans l'UE et frappés de gel

d'avoirs. L'impulsion politique pour ces nouvelles sanctions pourrait être donnée lors d'une réunion prévue demain à Luxembourg des ministres européens des Affaires étrangères, a précisé un diplomate européen de haut rang.

## PRÉSIDENTIELLE AU CAMEROUN

## Relative indifférence en fin de campagne

**La campagne présidentielle camerounaise se terminait hier dans une relative indifférence, la réélection aujourd'hui du président Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, ne semblant faire aucun doute.**

Préoccupés par les problèmes de survie au quotidien, les Camerounais, dont un sur quatre vit avec moins de 1,1 euro par jour, vaquaient à leurs occupations hier sans se soucier de l'agenda politique marqué par la multiplication des meetings de clôture de la campagne.

Le président sortant Paul Biya, 78 ans, grand favori, a choisi la ville balnéaire de Kribi (sud, sa région natale) pour cette fin de campagne, où il devait «poser (samedi) la première pierre» de la construction d'un port en eau profonde.

M. Biya, dont les déplacements à l'intérieur du pays sont rares, n'a effectué que deux sorties pour sa campagne, à Maroua (extrême-nord) et à Douala. Son opposant historique John Fru Ndi devait donner un grand meeting hier en début d'après-midi à Yaoundé avant de parcourir d'autres villes du pays pour achever sa tournée par son fief de Bamenda, capitale du nord-ouest anglophone.

L'opposition accuse M. Biya d'avoir verrouillé le système électoral à son avantage. La distribution des cartes d'électeurs se poursuivaient hier. «Peu de gens viennent retirer leurs cartes», a précisé sous couvert de l'anonymat un agent de distribution rencontré au quartier Nkolindongo à Yaoundé. «En une semaine, nous n'avons pu distribuer que 600 cartes alors que nous en avons reçu 1 500.»

A Douala, plusieurs électeurs potentiels n'avaient toujours pas leur carte. «J'ai fait toutes les démarches d'enregistrement et ils (les responsables d'Elecam) ne m'ont jamais édité la carte», s'est ainsi plaint Jean-Paul.

Officiellement, plus de 7 millions de Camerounais sont attendus aujourd'hui aux urnes dans plus de 24 000 bureaux de vote dans le pays et à l'étranger.

Ils devraient être beaucoup moins, l'absentéisme s'annonçant importante et l'affichage des listes électorales ayant révélé de nombreux cas de doublons. Plus de 6 000 structures d'observations des élections ont été accréditées par le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (Intérieur) et près de 600 journalistes par le ministère de la Communication.

Le gouvernement a annoncé la fermeture des frontières terrestres dès vendredi jusqu'à lundi, ainsi que l'interdiction de la circulation des biens et des personnes entre les

villes à partir d'hier à 18h jusqu'à aujourd'hui soir. Des mesures de sécurité ont été renforcées dans les principales villes, en prévision d'éventuels troubles.

Le 29 septembre, deux grenades avaient été découvertes dans un bureau Elecam à Limbé dans le sud-ouest du pays, selon plusieurs journaux locaux tandis que des coups de feu ont été tirés le même jour par des hommes en tenue militaire depuis un pont à Douala.

Redoutant des troubles à l'issue du scrutin d'aujourd'hui, certains Camerounais ont décidé hier de se rendre au marché pour

faire des réserves d'aliments. «Ma tante s'apprête à aller au marché pour faire des courses. On ne sait pas si les choses vont bien se passer ou pas demain», estime une jeune de 25 ans, Raïssa.

En février 2008, des ruptures de stocks d'aliments et de pain avaient été enregistrées pendant les émeutes contre la vie chère et contre le projet de suppression de la limitation du nombre de mandats présidentiels, adopté quelques semaines plus tard. La répression des émeutes avait coûté la vie à 40 personnes, selon un bilan officiel, au moins 139 d'après des ONG.

## KENYA

## Funérailles nationales pour Wangari Maathai

**Des centaines de personnes en larmes se sont rassemblées, hier, dans un grand parc du centre de Nairobi et ont suivi le cercueil, recouvert du drapeau national, du prix Nobel de la paix Wangari Maathai, décédée le 25 septembre, à travers les rues de la capitale.**

Le lieu du rassemblement, Uhuru Park (Parc de la Liberté en Swahili), avait été sauvé de la destruction par Wangari Maathai, célèbre pour son combat contre la déforestation et décédée à 71 ans des suites d'un cancer.

Sa dépouille, contenue dans un cercueil confectionné en bambou et fibres de jacinthe, devait être incinérée à la fin de la cérémonie. Elle avait fait savoir, selon sa famille, qu'elle refusait que l'on coupe un arbre pour son cercueil. «En plus d'être une femme de grand courage et ténacité, la regrettée professeur Maathai a démontré, par l'exemple, ses vertus pour servir la nation», a déclaré le président Mwai Kibaki. Des per-

sonnalités politiques se sont succédé pour rendre hommage à l'engagement de Wangari Maathai. «Je voudrais dire à Wangari que son combat continuera. Nous poursuivrons la lutte avec elle (...), c'est le moins que nous puissions faire pour elle», a déclaré Koigi Wawamwere, un activiste connu, emprisonné sous le régime de Moi. L'ambassadeur de Norvège au Kenya Per Ludvig Magnus a estimé que la mort de Wangari était «une perte pour le monde, mais que ses objectifs continueraient à vivre». «En examinant l'histoire de notre pays, nous pouvons dire que la malchance de Wangari a été d'être en avance sur son temps», a déclaré le Premier ministre kényan Raila

Odinga. Ses enfants et petits-enfants ont planté un arbre dans ce parc que le régime autoritaire de l'ancien président Daniel arap Moi voulait supprimer pour y construire un gigantesque gratte-ciel. «La meilleure façon de l'honorer est de poursuivre le grand chantier qu'elle a ouvert, dans les domaines de l'environnement, de la justice sociale, des droits humains et de la démocratie», a ajouté Kibaki. Figure du combat écologiste dans son pays dès les années 1970, Wangari Maathai a accédé à la notoriété internationale en 2004 avec son prix Nobel pour la paix. Le jury avait alors motivé son choix en louant «l'approche holistique (de M<sup>me</sup> Maathai) envers le développement durable, qui englobe la démocratie, les droits humains et en particulier ceux de la femme». Née le 1<sup>er</sup> avril 1940 à Ihithe, dans le centre fertile

du Kenya, Wangari Maathai, dotée d'une forte personnalité et d'une grande énergie, a été une des rares jeunes Kényanes de l'époque à pouvoir bénéficier d'une éducation, grâce à la ténacité de son frère aîné Nderitu qui l'a inscrite dans une école de sœurs catholiques. Elle a bénéficié dans les années 1960 d'une bourse américaine qui lui a permis d'étudier la biologie à Atchison (Kansas) puis à Pittsburgh. Elle est ensuite revenue au Kenya tout nouvellement indépendant, où elle est devenue en 1971 la première femme lauréate d'un doctorat en Afrique centrale et de l'Est. L'une de ses photos où elle apparaissait avec un large sourire et vêtue de robes africaines très colorées était placée à côté du corbillard. L'hymne national a été joué en son honneur et les cloches des églises ont toutes retenti.